Paris, le 27 juin 2025

DELEGATION FRANÇAISE AP-OSCE

LE PRESIDENT

AP-OSCE
SESSION ANNUELLE DE PORTO
29 JUIN – 3 JUILLET 2025

RAPPORT DE M. PASCAL ALLIZARD,
REPRESENTANT SPECIAL POUR LES AFFAIRES MEDITERRANEENNES

Pour la Commission Permanente

Le 29 juin 2025

Madame la Présidente,

Chers Collègues,

Mesdames, Messieurs,

Vous comprendrez que mon rapport se concentre naturellement sur la **situation au Proche et au Moyen Orient,** foyer de tensions et de crises à la périphérie de la zone OSCE proprement dite, où nos pays partenaires du pourtour méditerranéen sont pleinement engagés.

Depuis Porto, ouverte sur l'Atlantique, je tiens à rappeler le rôle central de cette Mare Nostrum qu'est notre Méditerranée, espace maritime, économique, politique et humain dont nous voudrions qu'il unisse plus qu'il divise. Nous devons œuvrer en ce sens.

Que d'événements se sont coulés depuis notre réunion d'hiver à Vienne en février, en seulement quatre mois !

En ma qualité de rapporteur spécial, j'ai participé à la mission effectuée, du 7 au 11 mars, en Israël et dans les territoires palestiniens, avec notre présidente Pia Kauma, ainsi que les vice-présidents Père Joan Pons, Luis Graça et Kyriakos Hadjoianni, ainsi que notre Secrétaire général Roberto Montella.

Cette mission répondait à une invitation de la délégation israélienne auprès de l'AP-OSCE, qui est l'une de celles que nous rencontrons régulièrement dans le cadre de ma mission auprès des pays partenaires de la Méditerranée. Ceux-ci sont au nombre de six, je le rappelle : le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, l'Egypte, la Jordanie et Israël. Je rappelle également que nous avons des contacts suivis avec la Knesseth, qui nous a invités cette fois-ci, mais aussi, de façon plus ou moins intermittente, du Conseil national palestinien, qui siège à Ramallah mais n'a pas connu d'élections depuis 2005… Lors de notre mission, les contacts à Ramallah ont été facilités par la représentation chypriote, mais aussi par la représentante finlandaise, que je tiens à remercier.

Le dialogue interreligieux et la protection des chrétiens en particulier est un des enjeux que nous avons abordé lors de notre long échange avec le patriarche orthodoxe grec Théophile III, qui a la garde notamment d'une partie du Saint Sépulcre.

J'ai eu pour ma part des échanges intéressants avec le consulat général de France, qui joue un rôle de représentation politique et diplomatique auprès des autorités palestiniennes, totalement autonome de l'ambassade de France à Tel Aviv qui a l'exclusivité des contacts diplomatiques avec l'État d'Israël,

Ce cadre étant rappelé, nous avons en quelques jours pu rencontrer une **grande diversité de responsables politiques de haut niveau, en Israël comme dans les territoires palestiniens**, mais aussi des acteurs des sociétés civiles palestinienne et israéliennes, de hauts responsables de l'armée israélienne, des habitants des kibboutzim bordant Gaza ravagés par les massacres du 7 octobre et ceux de la frontière libanaise au Nord, dévastés par les attaques du Hezbollah.

Nous n'avons pas pu aller à Gaza, même avant la rupture du cessez-le-feu, mais avons traversé une partie de la Cisjordanie.

Cette mission de terrain était nécessaire et utile, tant le conflit israélo-palestinien a pris une place croissante dans les débats et préoccupations de l'AP-OSCE. Situé en périphérie de la zone OSCE, il affecte pourtant celle-ci de façon importante et nous affecte particulièrement, nous Européens, et pays partenaires, qui avons la Méditerranée en partage.

Mon premier souci en tant que Représentant spécial pour les affaires méditerranéennes est de **maintenir le dialogue avec chacune des parties au conflit,** du côté de l'Etat d'Israël et de la société civile israélienne, mais aussi du côté palestinien, où se pose clairement la question de la qualité étatique de l'Autorité palestinienne et de ses structures. Y opèrent des ONG puissantes et organisées, comme le Croissant rouge palestinien, avec lequel nous avons eu de longs échanges au siège de Ramallah, qui contrôle ou supervise l'ensemble des opérations humanitaires et sanitaires, y compris à Gaza, au moyen de matériels sophistiqués et d'équipes humanitaires dévouées.

Nous n'avons pas pu rencontrer de représentants de l'agence de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient, l'UNRWA, qui a été complètement démantelée par les opérations israéliennes et dont une bonne part des employés seraient, selon les autorités israéliennes, affiliés au Hamas.

La question de l'accès des ONG et des travailleurs humanitaires à Gaza demeure posée avec d'autant plus d'acuité et d'urgence que le cessez-le-feu a été rompu par l'armée israélienne dès le 17 mars, six jours après notre retour. L'accès de l'aide humanitaire à Gaza avait été « suspendu » par Israël dès le 2 mars, en plein cessez-le-feu à l'époque.

L'UNRWA demeurerait néanmoins très active en Cisjordanie, en particulier dans les camps de réfugiés qui sont la cible de frappes israéliennes récurrentes.

Les responsables du Croissant rouge que nous avons rencontrés continuent inlassablement leur tâche, sans dissimuler un certain découragement : l'armée israélienne tire sur ses ambulances.

De son côté, celle-ci accuse le Hamas avoir dissimulé, sous couvert de transports sanitaires, des armes voire des otages.

La société israélienne demeure à l'évidence profondément traumatisée par l'extrême violence des attaques du 7 octobre, filmées par les terroristes eux-mêmes. Nous avons vu ces images, insoutenables. Nous avons entendu des enregistrements issus des téléphones de très jeunes terroristes se vantant de leurs abominables exactions auprès de leurs familles. Nous avons visité les maisons de certains otages et de certaines victimes, rencontré leurs proches, leurs familles, leurs voisins.

Nous avons arpenté le site du festival Nova, entre les photos des jeunes massacrés par centaines et des dizaines d'otages, dont certains sont encore retenus, vivants ou morts, parmi les familles endeuillées, qui entretiennent la mémoire sur ce lieu, en plantant des eucalyptus parmi les coquelicots couleur de sang.

Nous avons été reçus notamment par le Président de la Knesseth et par la ministre déléguée aux affaires étrangères. Nous avons pu échanger longuement avec le président de la délégation israélienne. J'en retire le sentiment d'une certaine unité de l'ensemble de l'échelon politique israélien face à ce qu'il perçoit comme une menace constante pour la sécurité d'un pays dont le 7 octobre a prouvé la vulnérabilité, en dépit de la violence et du caractère massivement meurtrier des ripostes qui ont suivi.

Du côté palestinien, nous avons échangé avec la ministre des affaires étrangères, d'origine arménienne et chrétienne, ainsi qu'avec le vice-président du conseil national palestinien, sous les portraits de Yasser Arafat et de Mahmoud Abbas, en nous demandant au juste quelle autorité peut bien représenter le Fatah auprès de la jeunesse palestinienne.

Mais nous n'avons guère perçu à ce stade de frémissement d'une « offre » politique, structurée et construite, qui pourrait laisser entrevoir un avenir institutionnel et démocratique vraiment crédible, pour rebâtir un ordre durable sur les ruines de l'urgence.

Il n'en demeure pas moins une lueur d'espoir, un optimisme affiché, face aux bombes qui déferlent à nouveau.

Oui, **une perspective de reconstruction existe**, à laquelle tous nos interlocuteurs palestiniens paraissent vouloir s'accrocher et que tous les Israéliens ne rejettent pas d'emblée.

C'est le fameux « plan arabe », en fait essentiellement préparé avec l'Égypte et soutenu par les dirigeants arabes, pour, enfin, **pouvoir entrevoir le jour d'après, progressivement, étape par étape, avec la population de la bande de Gaza et une gouvernance à plus long terme**. Je précise que la France le soutient. Et l'Europe aussi, à mon sens, devrait le soutenir, pour devenir enfin actrice plus que spectatrice d'un processus pouvant conduire à une solution.

L'Union européenne, qui persiste à investir plusieurs dizaines de millions d'euros dans l'aide humanitaire de plus en plus difficile à acheminer et obstruée par de multiples obstacles, mais dont l'Autorité palestinienne attend le soutien financier. L'Europe dont on n'entend guère la voix, mais dont on attend malgré tout l'action. **Cette région a tant besoin de stabilité et de paix !**

Le 7 octobre et ses conséquences ont étouffé le pacifisme israélien et l'opposition au cours guerrier actuel. Mais il n'a pas définitivement anéanti **l'espoir d'une solution à deux Etats** qui demeure, malgré tout, audible. Il me semble important de ne pas transiger sur **une solution politique au-delà même des urgences humanitaires, qui sont évidemment criantes.**

Cette question a été à l'ordre du jour des échanges que nous avons eus notamment avec nos collègues chypriotes de l'AP-OSCE, Irene Charalambides, que j'ai rencontrée à l'occasion de sa participation à la

conférence de l'OCDE sur la lutte contre la corruption, et Kyriakos Hadjoianni, sur le terrain, lors de notre mission en mars dernier. Nous avons en effet évoqué la situation dans la région, où **Chypre est géographiquement aux avant-postes et joue un rôle humanitaire extrêmement important**, aux côtés d'autres Etats participants et partenaires. Or la situation sur le terrain s'est hélas considérablement dégradée depuis. **La guerre à Gaza se poursuit en effet, hélas, avec une haute intensité** : plus d'un millier de personnes ont été tuées et plus de 4000 blessées au cours des douze derniers jours. La guerre a fait jusqu'à présent plus de 56 000 morts et 132 000 blessés. Le 24 juin, les familles des otages israéliens ont appelé le gouvernement à mettre fin à la guerre à Gaza et à obtenir la libération des otages par la conduite de négociations aussi rapides que celles qui ont mené au cessez-le-feu avec l'Iran. Le 26 juin, un sondage publié dans *Al Ayyam* indique que 67 % des Israéliens sont en faveur de la fin des opérations à Gaza.

Plus que jamais, l'AP-OSCE doit rester un acteur encourageant a dialogue politique, à la paix, à la sécurité.

Dans ce contexte, les espoirs de stabilité au **Liban** que nous pouvions encore nourrir lors de notre mission de terrain en mars sont encore bien fragiles, alors que l'armée israélienne a effectué des incursions et frappé de nombreuses cibles.

La situation en **Syrie**, doit également nous alerter, où ont eu lieu plusieurs attentats terroristes meurtriers, notamment le 22 juin contre une église chrétienne. Les autorités syriennes de transition, au plus haut niveau, ont rapidement et unanimement réagi, dénoncé une tentative de

déstabilisation, et appelé à l'unité contre le terrorisme, avec le soutien en particulier d'un Etat participant voisin. Nous devons demeurer extrêmement attentifs à l'évolution de la situation dans ces deux pays et tout faire pour encourager la stabilité et une sécurité durables, passant par une transition inclusive en Syrie.

D'autres points d'extrême vigilance existent dans la région méditerranéenne, tout particulièrement en **Lybie**, où il est impératif de relancer un processus politique et de renforcer la sécurité.

J'en viens enfin au tout récent conflit en **Iran**, alors que **le cessez-le-feu du 24 juin, tient toujours** et est respecté par toutes les parties, au moment où nous commençons notre session annuelle à Porto.

Ce conflit se situe en dehors de la région OSCE et de la région méditerranéenne proprement dite. Toutefois, il l'impacte naturellement par ses conséquences et a aussi impliqué directement un pays partenaire et un Etat participant.

Concernant le bilan des 12 jours de guerre, les autorités iraniennes font état de 650 morts et près de 5000 blessés tandis que le bilan établi par l'organisation de défense des droits humains Human Rights Activists News Agency (basée aux Etats-Unis) s'élève à 1 054 morts dont 417 civils et 4 476 blessés (dont environ 2 000 civils). Selon des sources de défense et des médias israéliens, Israël aurait frappé plus de 1480 cibles, utilisé plus de 3 500 munitions et effectué plus de 1 500 sorties aériennes dans sa campagne militaire, tandis que l'Iran aurait tiré approximativement 600 missiles contre le territoire israélien. Ils auraient endommagé plus de 30 000 bâtiments en Israël. En plus du

commandement et des infrastructures militaires et sécuritaires, les frappes israéliennes ont ciblé des infrastructures énergétiques et des lieux à forte charge symbolique pour le régime à l'instar du média d'Etat IRIB et de la prison d'Evin à Téhéran.

La réunion semestrielle de suivi de la mise en œuvre de la résolution 2231 du Conseil de sécurité des Nations unies s'est tenue à New York le 24 juin. Le Conseil a dans l'ensemble accueilli favorablement l'annonce d'un cessez-le-feu entre Israël et l'Iran, même si des critiques ont continué de se faire entendre sur les frappes américaines.

La répression s'intensifie en Iran. Les services de renseignement iranien ont arrêté plus de 700 personnes suspectées d'agir pour le compte d'Israël depuis le début de la campagne militaire israélienne, selon l'agence de presse affiliée à l'IRGC Fars News. Selon Human Rights Activists News Agency (basée aux Etats-Unis), les autorités iraniennes ont arrêté plus de 823 personnes pour des motifs politiques ou liés à la sécurité. Plusieurs arrestations, notamment de ressortissants européens accusés d'espionnage, ont été rapportées par les autorités et la presse.

Là aussi, **nous devons veiller à la protection des populations iranienne et de toute la région** et **encourager au dialogue politique et de sécurité en souhaitant la reprise des négociations** avec l'Iran pour parvenir à un accord de paix de long terme. Il faut que s'ouvre cet espace de négociations, afin que reculent durablement le programme nucléaire iranien et les menaces de déstabilisation de la région, voire de la zone OSCE dans son ensemble.